

Compte-rendu du Conseil plénier de l'UFR LLCE du 6 octobre 2025

Liste des présent·e·s et des représenté·e·s (R) :

Collège A : COSTE Françoise (R), GALAN Christian, GILBERT Françoise, GRANGET Cyrille, NARDONE Jean-Luc, OROZCO Luis, PALAIS Marie-Agnès, PENNEC Blandine.

Collège B : BAQUE Zachary, BRAMOULLE David, BUI NGUYEN Thao, HERNÁNDEZ YÁÑEZ Jaime, HUBER Daniel, PATRUKHINA Liubov, SADDOUR Inès, SURBEZY Agnès.

Collège BIATSS : ALLEN Émilie, AUMAITRE Christine (R.), BOUCHENAF Souad, DE FORAS Joson, LE BIHAN Frédéric (absent), SIFREU Geneviève.

Collège USAGERS : /

Collège PERSONNALITES EXTERIEURES : Pascal CLOTTES (absent), Martine CREGUT (R), M. Frédéric CROS (absent).

Personnalités invitées :

ALVIZURI Verushka (absente), CADOT Yves, CORTES Monique (abs excusée), COURAU Thérèse, GHADDARI Nabila, DUBAU Christine, LE PRIEULT Henri, PEREIRA Ana-Maria (abs.), PFEIFLE Gabriela (abs.), STOSIC Dejan, TBATOU Jamela,

Membres de droit: DOMPMARTIN Chantal, ORY Damien, SEMPÉRÉ Pascale.

Invités exceptionnels pour le point 3 : Jérémie Ségouat et Amélie Josselin pour le Dtim.

Le quorum est atteint avec 22 membres votant·e·s présent·e·s ou représenté·e·s en début de séance.

La séance est présidée par Pascale SEMPÉRÉ, directrice de l'UFR LLCE.

L'ordre du jour est le suivant :

- 1- Validation du CR du CUFR du 15 septembre 2025 ;
- 2- Validation des MCC 2025-26 ;
- 3- Point campagne d'emploi 2026 ;
- 4 – Points divers ;
- 5- Questions diverses.

- 1- Validation du CR du CUFR du 15 septembre 2025

Un rajout a été effectué à la demande de Christine Aumaître, point RH : « Christine Aumaître répond qu'elle n'a à aucun moment douté de la compétence des collègues concernés. Ses propos portent exclusivement sur la façon dont l'affectation au poste de responsable administratif du département de l'espagnol en « faisant fonction » a été faite. »

Votes relatifs à ce point :

Ne participe pas : 2

Blanc :

Contre : 0

Pour : 20

Le CR est validé avec 22 des voix exprimées.

2- Validation des MCC 2025-26

Les MCC 2025-26 ont été revus par les équipes pédagogiques, les responsables administratifs ainsi que Hélène Pereira.

Elles ont été validées en conseils de départements et déposées dans le dossier *ad hoc* du Scout du CUFR.

Pascale Sempéré demande s'il y a des questions ou remarques les concernant.

Damien Ory remercie les collègues pour le travail fourni, notamment dans la dernière ligne droite.

J. Tbatou regrette les difficultés techniques rencontrées pour remplir les fichiers et la nécessité de travailler trop dans l'urgence en dépit du rétroplanning posé il y a plusieurs mois par la direction de l'UFR et la référente scolarité. Des enseignants, manifestement, n'ont pas encore compris le nouveau modèle des MCC. Par ailleurs, la mise en forme/en page est lourde à finaliser. L. Patrukhina demande quant à elle davantage d'accompagnement en amont, même si la référente scolarité ne peut semble-t-il n'être sollicitée que pour la toute dernière étape de relecture des fichiers.

Les MCC sont soumises à validation des conseillers de l'UFR.

Votes relatifs à ce point :

Ne participe pas : 0

Blanc : 1

Contre : 0

Pour : 21

Les MCC sont validées avec 21 voix pour exprimées.

3- Point campagne d'emploi 2026

Pascale Sempéré ajoute au contexte financier connu de tous quelques précisions apportées par la Présidence et peut-être moins diffusées.

Pour éviter une mise sous tutelle financière d'ici à la fin 2025, la présidence a négocié avec la DGSIP un accompagnement pour tracer et suivre une trajectoire jusqu'à l'année civile 2028 ; cette trajectoire repose sur des modifications structurelles. C'est à ces conditions que l'aide de la DGSIP est acquise (exemple : avance de 3 millions pour la reconstruction d'Epicure, afin de pallier le report du versement de la subvention promise par la région).

Dans la mesure où la masse salariale de notre université représente plus de 85% de son budget, c'est cette masse salariale qui va constituer le premier et principal levier du respect de la trajectoire posée.

Les modifications structurelles impliqueront également l'offre de formation, sans, nous dit-on, avoir pour corolaires une baisse de la diversité de notre offre et une diminution orchestrée des effectifs. Cela s'apparente *a priori* à une gageure.

C'est en 2028 que les modifications structurelles qui doivent être menées à bien livreront leur plein effet : 2028 verra en effet une année entière d'application de la nouvelle ODF et l'impact complet de la diminution des postes menée jusqu'à la campagne d'emploi 2027.

Le BI 2026 va être construit dans une optique de réduction des dépenses de fonctionnement et d'investissements, et au printemps 2026 seront menées des réflexions sur un plan pluriannuel de sécurisation financière pour notre établissement, qui sera soumis au vote du CA.

Ces choix stratégiques de l'établissement étant posés, Pascale Sempéré présente les propositions d'arbitrage pour la campagne d'emploi 2026 annoncées par le VP CA lors de sa rencontre avec la direction d'UFR le 26 septembre, et présentées en BUFR le 29.

Pour la campagne BIATSS : il a été précisé à la Direction de l'UFR que les arbitrages seraient effectués en semaine 40, mais ils n'ont pas encore été transmis à la date du 6 octobre.

Comme annoncé à la mi-septembre par Florent Hautefeuille et transmis lors du conseil d'UFR du 15 septembre, la préparation de la campagne d'emploi 2026 pour les E et EC obéit à un objectif : la baisse de 50% du coût de la campagne par rapport à ce qu'elle aurait coûté si aucune mesure n'avait été prise. Il ne s'agit donc plus de « simplement » supprimer 10 postes sur l'ensemble de l'établissement, comme annoncé en mai-juin.

Le VP-CA a élaboré ses propositions d'arbitrage :

- sur la base du potentiel enseignant de chaque composante, incluant titulaires et ATER permanents ;
- en convoquant « l'architecture des emplois pour les années concernées par le plan pluriannuel de sécurisation » (i.e. le nombre de PRCE/PRAG, MCF et PR, ainsi que leur âge).

Pascale Sempéré présente ces propositions :

- aucune des demandes de création n'est validée ;
- **13 demandes de maintien formulées** (même si l'un des supports de PRAG demandé en maintien par le DEMA est en fait une création en remplacement d'un poste de MCF

perdu l'an dernier), dont 2 de mise en réserve ; il faut rajouter un poste devenu vacant en juillet suite à un décès => 11 demandes d'ouverture en maintien + 1 décès => **3 postes de titulaires accordés** et proposition de 2 ATER ou 1 ATER et 1 PAST + 1 ATER pour le poste vacant cause décès => 6 postes pourvus au total.

- les postes de lecteurs et ATER pérennes sont maintenus, pas concernés par cet arbitrage ;
- détail par département, concernant les postes de E et EC **demandés en maintien** :

- DEFLE : 1 PRAG => OK
- DEHHA :

- demande de mise en réserve d'un poste de MCF et d'un poste de PR => OK ;
- repyramidage d'un support de PRAG en support de MCF catalan => accord, mais arguments à renforcer pour s'assurer d'une validation en CA (cf. effectifs) : la direction de l'UFR a demandé à la direction du DEHHA de lui en faire une synthèse (accent, notamment, sur les évolutions envisagées pour renforcer l'attractivité de la prochaine ODF) ;
- poste de MCF de C. Vilvandre, décédée début juillet => ATER en 26-27 (remarque de T. Courau : pas d'ATER cette année 25-26) et reconduction automatique du support pour publication en 2027.

- DEMA :

- un support de PRAG et un support de MCF => non ;

- 1 support PR => OK, suite aux échanges entre Florent Hautefeuille et la direction du CAS. La direction de l'UFR a souligné que les besoins en enseignement, notamment dans un contexte de groupes non-pourvus en LEA1, ne semblent pas avoir été suffisamment pris en considération. Florent Hautefeuille a demandé à la direction de l'UFR de revenir vers la direction du CAS pour discussion : c'est là une manière de botter en touche, car qui peut croire qu'un laboratoire va volontairement renoncer à un poste de PR ? Les membres du Bureau ont demandé à P. Sempéré de se tourner vers le directeur du DEMA pour connaître les besoins du dpt en enseignement : un PRAG ou un MCF ne serait-il pas acceptable en lieu et place d'un PR ? Les économies dégagées (entre 4300 et 45000 euros en moyenne) pourraient contribuer à financer un autre poste. Interrogé, H. le Priault a indiqué qu'il était important pour le DEMA d'avoir un poste de PR et qu'il ne souhaitait pas trancher entre les besoins en enseignement et en recherche. Il a ajouté qu'il souhaitait également maintenir au moins un poste de PRAG.

- DLE :

- 1 poste PRCE/PRAG en arabe => non ; pour Florent Hautefeuille, cette demande équivaut à transformer un contrat décret 92 existant en poste de titulaire. C'est là un point à préciser avec les responsables de cette section, pour réfutation éventuelle ;
- 1 poste de MCF ou PR en allemand => non ;
- 1 poste de MCF en italien => non ; à l'étude cependant et, indépendamment : 1 CD92 pour le S2 afin de faire face à une hausse des effectifs sur cette période (alerte d'Antonella Capra) ; situation de Mme Randoing : point d'alerte également.

- Dtim :

- 1 poste MCF BOE => non ;
- 1 ATER temporaire proposé, dans l'attente de l'évolution structurelle du département et de son ODF ; la direction de l'UFR a insisté sur la nécessité vitale pour la formation LSF d'avoir un second MCF : cela conditionne l'avenir même de cette formation, qui devra certes être repensée (mais comment le faire avec un ATER ?) mais dont l'existence s'inscrit dans les missions sociales stratégiques mises en avant par notre université.
 - LEA :
- un poste MCF en communication => non ; Florent Hautefeuille met en avant les tensions entre laboratoires et collègues de ce département autour du changement d'adossment du support pour ne pas l'ouvrir au concours cette année ; il propose un ATER ou un PAST en remplacement, en attente.
 - SDL : pas de demandes d'E ou EC.

Pascale Sempéré déplore cette saignée. A l'issue de la réunion du 26 septembre, Chantal Domp martin et elle ont demandé à Florent Hautefeuille de leur transmettre le document de travail projeté lors de la réunion, afin d'avoir une vision plus précise des perspectives pluriannuelles proposées : elles permettraient de mieux réfléchir avec Bureau et Conseil aux perspectives et alternatives possibles. A ce jour, elles ne l'ont pas reçu.

Le 29 septembre, Emmanuelle Garnier a assuré lors de sa réunion périodique avec les directions d'UFR que la campagne d'emploi ne devait pas être menée de « manière mécanique », et qu'il fallait trouver « les formules les plus adaptées aux besoins des composantes » (citations entre guillemets).

Ce sont ces formules dont le Bureau a discuté l'après-midi du 29 septembre. Le CR de ce Bureau a été placé sur le Scout des membres du conseil pour l'information des conseillers. Pascale Sempéré propose d'exposer la teneur de ces discussions en s'appuyant sur un tableau construit à la suite des échanges en Bureau [en annexe]. Il se base sur les données et contraintes financières posées par F. Hautefeuille. La direction a toutefois le sentiment que ce tableau perd de son utilité pratique, nous poussant dans une logique comptable non respectueuse de la réalité des besoins. Ce tableau perd également de son utilité dans un contexte où aucun dialogue n'a pu être instauré entre le VP-CA et la direction de l'UFR.

La direction de l'UFR indique que ses demandes de rendez-vous à la Présidente (le 26 par mail, oralement le 29) et à Florent Hautefeuille (le 26 à l'issue de l'annonce de son arbitrage, le 29 oralement, le 3 par téléphone et par écrit) sont restées sans réponse malgré la promesse de dialogue. Jérémie Ségouat n'a pas non plus eu de réponse à sa demande de rendez-vous pour le Dtim.

A défaut d'entretien, Pascale Sempéré et Chantal Domp martin ont posé l'ensemble des éléments dont elles souhaitaient discuter avec Florent Hautefeuille dans un courriel envoyé vendredi 3 octobre. Elles ont le fort pressentiment (sinon la quasi-certitude) que, comme l'an passé, les arbitrages vont être effectués par les seuls VPCA et Présidente, sans véritable discussion de fond avec la direction de l'UFR et sans possibilité pour elle de consulter les conseillers de la composante. Ces décisions seraient peut-être même déjà prises. Elles regrettent profondément la façon dont la campagne d'emploi est menée : elle ne maintient qu'un vernis d'échanges avec les directions d'UFR et court-circuite donc *in fine* les instances démocratiques

des composantes. Il reste qu'accepter de discuter en prenant le coût moyen des postes en considération et en priorisant certaines demandes revient à faire ce que nous avons refusé en juin, dans une tentative d'ajustement maximal aux besoins les plus cruciaux, pour sauver ce qui peut l'être.

Le DEMA et le DLE ont chacun fait parvenir une motion à Florent Hautefeuille, dont la direction de l'UFR était elle aussi destinataire. Ils y affirment leur opposition à toute suppression de postes. Le CAS, l'un des deux laboratoires d'adossement du DEMA, a de son côté adressé une motion à la direction de l'UFR et une lettre à Florent Hautefeuille. Ces motions ont été déposées sur le Scout du Conseil.

INTERVENTIONS :

J.-L. Nardone s'oppose vivement à la non-reconduction de tous les postes vacants. Il se positionne en faveur d'un renvoi de la campagne emploi telle que le conseil l'avait dessinée en juin. Jusqu'à maintenant, nous devons statuer sur les seules créations, mais là, il faut refuser de jouer le jeu que l'on veut nous imposer.

C. Galan considère qu'il ne doit pas être question pour la direction de l'UFR et pour les conseillers de « sauver les meubles », car tous les départements sont à l'os. Il est selon lui inutile de tenter d'améliorer la proposition de F. Hautefeuille. Il suggère que conseillers et directions démissionnent en bloc.

A. Josselin indique que la direction du Dtim a déjà démissionné. Un rendez-vous demandé à F. Hautefeuille en février l'an dernier pour l'alerter de la situation RH en LSF n'a reçu une réponse qu'en juin, et l'entretien n'a pas permis que F. Hautefeuille prenne pleinement conscience des enjeux autre que purement financiers. Elle pointe le hiatus entre l'affichage par l'université de ses responsabilités sociétales et le manque de moyens pour les assumer. De plus, la présidence s'est engagée l'année dernière à maintenir le poste BOE demandé cette année, et décide maintenant de ne pas tenir cet engagement.

Sans minimiser aucunement les difficultés auxquelles sont et seront confrontés tous les départements, la direction souhaite avant tout mettre en avant le risque de fermeture de la formation LSF au Dtim, niveaux L et M, si un poste MCF BOE (sourd) n'est pas ouvert.

La parole est donnée aux représentants de la formation LSF, invités : Amélie Josselin et Jérémie Ségouat. L'un et l'autre déplorent l'hypocrisie d'une institution qui affiche des valeurs d'inclusion tout en étant prête à sacrifier la formation LSF en ne lui donnant pas les moyens d'être humainement soutenable.

Après discussion, la motion suivante est mise au vote :

Le conseil de l'UFR LLCE a rédigé et mis au vote la motion suivante :

Nous refusons la politique de ressources humaines que l'université est en train de mettre en place.

Nous contestons les modalités de décision et l'impossibilité de dialogue.

Nous refusons les propositions de réduction drastique des postes qui nous ont été faites par la présidence de l'université à ce stade, qui mettent en danger nos formations et nos équipes.

Nous maintenons les demandes de postes formulées en juin 2025 et votées à l'unanimité en Conseil d'UFR le 9 juillet 2025.

Nous nous associons à la motion de l'UFR de psychologie déposée le 1^{er} octobre 2025.

Nous appelons tous les membres de notre UFR à une Assemblée Générale d'UFR mercredi 8 octobre 2025 à 13h (amphi 12).

Vote à l'unanimité le 6.10.2025, 15h25.

4- Points divers

- Capacités d'accueil : prévu : discutées lors du BUFR du 20 octobre pour un vote en CUFR prévu le 3 novembre.
Le contexte impose une attention toute particulière à la définition de ces capacités et à la mise en place de CEV, sans quoi des formations risquent d'être submergées par des candidats refusés dans les universités qui auront quant à elles mis en place ces restrictions.
Au vu de l'actualité, les dates des CUFR risquent d'être bousculées.
- Florence Grimal et Tiffane Levick se sont portées volontaires en binôme pour accompagner Ascidula et Take-off dans le lancement et l'encadrement du foyer : elles en sont remerciées.
D'autres collègues ont souhaité apporter un appui plus ponctuel, sur des projets spécifiques.

CR rédigé par Pascale Sempéré

Université Technique de Jaurès
UTCLCE
Directrice
Pascale SEMPERE